



La CPI lance une enquête sur des crimes de guerre en Palestine

Description

Par Maureen Clare Murphy, le 3 mars 2021



Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui sera vraisemblablement examiné dans le cadre de l'enquête de la CPI, a traité ce tribunal d'« antisémitisme ». (Reuven Castro / UPI)

La Cour Pénale Internationale a ouvert une enquête officielle sur des crimes de guerre en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza, a confirmé mercredi la procureure générale Fatou Bensouda.

L'annonce de Bensouda a été interprétée comme « une journée historique dans la campagne palestinienne de plusieurs décennies pour la justice et la responsabilité internationales » par les associations palestiniennes de défense des droits de l'Homme qui ont mené ces marches.

Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu, qui sera vraisemblablement soumis à un examen minutieux de la CPI, a qualifié l'enquête d'« essence de l'antisémitisme ».

L'annonce d'une enquête par la CPI est arrivée moins d'un mois après qu'un panel de juges ait confirmé que la compétence territoriale du tribunal s'étendait aux territoires palestiniens sous occupation militaire israélienne.

En décembre 2019, Bensouda a clos une très longue enquête préliminaire, déclarant que les critères pour enquêter sur des crimes de guerre en Cisjordanie, dont Jérusalem Est, et dans la Bande Gaza, avaient été remplis.

L'enquête de la CPI couvrira les crimes commis depuis juin 2014, quand la situation en Palestine a été présentée au tribunal international.



Defense for Children @DCIPalestine

Breaking: the @IntlCrimCourt is opening an investigation into war crimes in the occupied Palestinian territory since 2014, the year when Israeli forces killed more than 535 Palestinian children in Gaza during Operation Protective Edge.

Int'l Criminal Court @IntlCrimCourt
Statement of #ICC Prosecutor #FatouBensouda respecting an investigation of the Situation in #Palestine #justicematters
icc-cpi.int/Pages/item.asp...

3:45 PM · Mar 3, 2021

103 82 Copy link to Tweet

« Obligé d'agir »

Bensouda a déclaré que son bureau « établira des priorités » pour l'enquête « compte tenu des défis opérationnels dus à la pandémie que nous subissons, aux ressources limitées dont nous disposons et à notre lourde charge de travail actuelle ».

Elle a ajouté que, dans les situations dans lesquelles le procureur détermine une base raisonnable pour enquêter, le ministre public « est obligé d'agir ».

La prochaine étape du tribunal sera d'informer Israël et les autorités palestiniennes, permettant à chaque partie de mener les enquêtes nécessaires « sur ses propres ressortissants ou d'autres personnes relevant de sa juridiction » en relation avec les crimes qui relèvent du mandat de la CPI.

La CPI s'en remet aux enquêtes internes d'un pays, là où elles existent, selon le principe de complémentarité selon lequel « les États ont la responsabilité première et le droit de poursuivre les crimes internationaux ».

Israël a un système d'auto-investigation décrit par B'tselem, première association de défense des droits de la personne humaine du pays, comme un mécanisme de blanchiment qui protège les directions militaire et politique de leur responsabilité.

B'tselem **בצלם** **بتسيلم** @btselem · Mar 3, 2021

The ICC Prosecutor's decision to open an investigation of the situation in Palestine is a necessary step, following decades in which Israel committed – and continues to commit – crimes with impunity.

Haaretz.com @haaretzcom
Palestinian Authority, Hamas welcome Fatou Bensouda's statement, promising an 'independent, impartial and objective' probe
haaretz.com/israel-news/.p...

B'tselem **בצלם** **بتسيلم** @btselem

We see the victims of Israel's policies and reiterate that without accountability these policies will be perpetuated. The ICC was established as a court of last resort, for cases in which a state fails to hold the senior officials to account. Israel, deliberately, fails to do so.

4:58 PM · Mar 3, 2021

52 28 Copy link to Tweet

A la fin de 2019, Bensouda a déclaré que l'évaluation par son bureau de l'authenticité des procédures internes israéliennes se poursuit à ce stade.

Elle avait cependant conclu que les cas potentiels concernant des crimes prétendument commis par des membres du Hamas et des GAP [groupes armés palestiniens] seraient actuellement recevables.

Dans sa déclaration de mercredi, Bensouda a déclaré que l'évaluation de la complémentarité se poursuivra et a suggéré le fait que l'affaire puisse être étudiée par un panel de juges dans une chambre préliminaire.

Étant donné que l'entreprise coloniale israélienne en Cisjordanie est sans aucune ambiguïté une politique nationale soutenue par les membres du gouvernement les plus haut-placés, ce sera probablement un objectif principal de l'enquête de la CPI.



The image shows a screenshot of a Twitter thread. At the top, a tweet from Katherine Gallagher (@katherga1) dated Mar 3, 2021, is shown. It is a reply to @katherga1 and contains the text: "States Parties recognised that atrocity crimes are 'a threat to peace, security & wellbeing of the world' & resolved 'to guarantee lasting respect for and the enforcement of international justice.' The pursuit of peace & justice should be seen as mutually reinforcing imperatives". Below this is another tweet from the same user, dated 3:10 PM · Mar 3, 2021, which reads: "#ICC is a 'court of last resort' & steps in when national systems unwilling or unable to investigate. The unlawful #settlemententerprise in occupied West Bank incl E. Jerusalem is official Israeli state policy-the gov't furthers #warcrimes of transfer & #crimesagainsthumanity." The bottom of the screenshot shows engagement icons: 3 likes, 2 replies, and a link icon with the text "Copy link to Tweet".

Comme la question de la compétence territoriale, la complémentarité sera vraisemblablement un point d'achoppement majeur pour l'enquête du tribunal en Palestine.

« Urgence absolue »

Saluant mercredi l'annonce de Bensouda, les associations palestiniennes des droits de la personne humaine exhortent à ce qu'il n'y ait aucun retard injustifié et que l'urgence absolue soit reconnue.

Mais Bensouda a dit s'attendre à moins de procédures expéditives, déclarant que les enquêtes demandent du temps et doivent être fondées objectivement sur des faits et le droit.

Elle a exhorté « les victimes palestiniennes et israéliennes et les communautés affectées » à la patience, ajoutant que « la CPI n'était pas la panacée ».

Faisant allusion à un argument avancé par les alliés d'Israël comme quoi une enquête mettrait en péril les futures négociations bilatérales, Bensouda a affirmé qu'il fallait voir la poursuite de la paix et de la justice comme des impératifs se renforçant mutuellement.



Jamil Dakwar ✓
@jdakwar



This particular sentence is clearly directed to the Biden administration which has argued that seeking accountability before the ICC will undermine the 'peace process':

"The pursuit of peace and justice should be seen as mutually reinforcing imperatives."



Statement of ICC Prosecutor, Fatou Bensouda, respecting an investigation...
Today, I confirm the initiation by the Office of the Prosecutor ("Office") of the International Criminal Court ("ICC" or the "Court") of an investigation ...
[icc-cpi.int](https://www.icc-cpi.int)

3:08 PM · Mar 3, 2021



Bensouda a déclaré mercredi que le tribunal concentrerait « son attention sur les prétendus auteurs les plus notoires ou ceux supposés avoir le plus de responsabilité dans les crimes commis ».

Les promesses de la campagne électorale de Netanyahu d'annexer la terre de Cisjordanie ont été mentionnées par Bensouda dans sa requête à la chambre préliminaire sur la compétence territoriale.



Amnesty International 
@amnesty



The International Criminal Court has opened a formal investigation into the "Situation in Palestine", meaning thousands of victims of crimes under international law may gain long overdue access to justice, truth and reparations.

More here: amn.st/6009HmPgT 



Israel/ OPT: Historic breakthrough as Prosecutor confirms initiation of ICC investigation in...

[amnesty.org](https://www.amnesty.org)

Les médias ont rapporté que le gouvernement israélien avait une liste de centaines de fonctionnaires qui pourraient subir une enquête et être poursuivis par le tribunal, qui juge les individus, pas les États.

Les fonctionnaires israéliens déclarent que certains États membres de la CPI « ont accepté d'avertir Israël de toute intention d'arrêter » ses citoyens à leur arrivée dans leurs pays.

Fournir des informations qui pourraient permettre à des suspects d'échapper à une enquête ou à une arrestation violerait vraisemblablement les obligations que les États membres ont, selon le Statut de Rome, fondateur de la CPI, de coopérer au travail du tribunal.

Pression politique

Mercredi, Bansouda a déclaré que nous comptons sur le soutien et la coopération des parties [Israël et les groupes armés palestiniens], ainsi que de tous les États Parties du Statut de Rome

•

La CPI subira cependant une terrible pression politique alors que des États aussi puissants que les Etats Unis, le Canada et l'Australie s'opposent à toute enquête sur leur alliée Israël.

L'année dernière, le Canada a formulé une menace à peine voilée de retirer son soutien financier à la CPI si elle se lançait dans une enquête.

L'administration Trump à Washington a imposé des sanctions économiques et des restrictions de visa à Bensouda et aux membres de son équipe.

Ces mesures extrêmes ont placé le personnel du tribunal en compagnie des « terroristes et trafiquants de drogue » ou d'individus et de groupes qui travaillent pour le compte de pays sanctionnés par les États Unis.

Alors que le président Joe Biden a signé une rafale de décrets révoquant les mesures prises par son prédécesseur, le nouveau dirigeant américain a autorisé la poursuite des sanctions contre la CPI.

Au milieu des pressions pour qu'elle lève les sanctions, la Maison Blanche ne promet que de « les examiner en profondeur ».



Al-Haq الحق @alhaq_org · Mar 3, 2021



Replying to @alhaq_org @pchrgaza and 3 others

.@KarimKhanQC must now ensure a full, thorough and comprehensive investigation into international crimes in #Palestine in his role as the new Prosecutor of the @IntlCrimCourt



Al-Haq Congratulates Karim Khan on Election as Prosecutor of th...
Al-Haq extends its congratulations to Mr Karim A. A. Khan QC following his election as incoming Prosecutor of the International...
alhaq.org



Al-Haq الحق @alhaq_org

All states must cooperate with the #ICC in its investigation into international crimes in #Palestine - @StateDept @POTUS @JoeBiden must immediately #RescindEO13928 and not

Au cours de sa première conversation téléphonique avec le président Biden, Netanyahu lâcha exhortation à maintenir les sanctions en place.

Israël a cependant dirigé son vitriol contre les défenseurs des droits des Palestiniens, particulièrement ceux qui sont engagés dans les mécanismes de la justice internationale comme la CPI.

Ses manœuvres ont inclus des arrestations arbitraires, des interdictions de circuler et des révoqueries de résidence, ainsi que des attaques contre les organisations palestiniennes de droits de la personne humaine, y compris des raids.

Balkis Jarrah, directeur adjoint de Human Rights Watch, a déclaré mercredi que « les pays membres de la CPI devraient se tenir prêts à défendre farouchement le travail du tribunal contre toute pression politique ».

Jarrah a ajouté que « tous les regards vont aussi se porter sur le prochain procureur, Karim Khan, qui va prendre le relais et avancer rapidement tout en faisant la démonstration d'une totale indépendance, en s'assurant que même les plus puissants n'échappent pas à leurs responsabilités ».

Source : [The Electronic Intifada](#)

Traduction : J. Ch. pour l'Agence média Palestine

Tags

1. Bensouda
2. Cour pénale internationale
3. CPI
4. crimes de guerre en Palestine
5. enquête

date créée
2021/03/06